

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 2 (1910)
Heft: 4

Artikel: Les causes principales de l'extension de l'emploi des femmes dans l'industrie
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-382803>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

toute entreprise capitaliste, on ne trouve nulle part cette liberté du travail. On n'ose pas même en parler et si par inattention (?) quelqu'un le fait quand même, on lui répond tout court: « Si vous n'êtes pas content, vous pouvez vous en aller. » Un terrorisme effroyable y est pratiqué, une autre liberté que celle qui va du chef au directeur n'est pas reconnue. Quelqu'un qui ne veut pas accepter toutes leurs oppressions et chicanes ne peut pas y rester et si les ouvriers se révoltent contre un pareil traitement, on va en chercher d'autres à l'étranger, pour remplacer et pour vaincre les grévistes.

Quand les grévistes cherchent à se défendre contre ces agissements criminels des entrepreneurs, quand ils cherchent à aborder les inconscients — amenés par des agents peu scrupuleux, souvent de très loin, et trompés au moyen de belles promesses — pour leur expliquer la situation, on crie à la police pour les empêcher à le faire. Toute la presse capitaliste est remplie de phrases sur la liberté du travail qui serait en danger et la police — toujours dévouée — se dépêche d'intervenir. D'année en année, dans des centaines de cas, on a attiré des ouvriers souvent en grand nombre par des procédés frauduleux, sans que la police ou le procureur général ait jugé bon d'intervenir; ou a-t-on peut-être déjà entendu qu'une seule fois un patron aurait été accusé et condamné pour pareil procédé. Si de pareilles choses étaient pratiquées par les grévistes, à quelles accusations en masse, à quelles condamnations pourraient-ils s'attendre.

La *liberté du travail des kroumirs*, autour de laquelle les serviteurs de l'Etat capitaliste agitent l'encensoir, n'est pas un bien idéal ou moral, c'est le contraire, l'expression d'une morale corrompue, contre laquelle nous luttons avec le plus de succès, en cherchant à éclairer les masses ouvrières, afin qu'elles se joignent toujours plus nombreuses à l'organisation syndicale. L'ennemi le plus redoutable n'est point le patronat seul, mais l'inconscience des masses.

Quand les masses ouvrières seront sérieusement organisées, de sorte qu'il ne se trouve plus de kroumirs, toutes les machinations, répressions et tromperies qu'on emploie actuellement contre l'ouvrier ne suffiront plus pour empêcher son émancipation.



Les causes principales de l'extension de l'emploi des femmes dans l'industrie.

Ceux qui ont eu l'occasion de lire cet ouvrage intéressant de Fréd. Engels: « La formation de la famille, de la propriété privée et de l'Etat »,

ou bien le livre non moins instructif de Auguste Bebel: « La femme et le socialisme », se seront rendu compte combien la situation de la femme s'est modifiée au cours de l'histoire humaine, et cela autant au point de vue de la famille, du droit privé, qu'au point de vue social et économique. Malgré sa prédisposition naturelle, qui semble vouer la femme surtout à la reproduction et à l'élévation de l'être humain, la position de la femme s'est modifiée au fur et à mesure que les conditions générales de production ont changé.

Ici nous sommes obligés à rester dans le cadre de la dernière époque de l'histoire économique, c'est-à-dire que nous ne pouvons pas aller au-delà de la période du capitalisme et nous pensons aussi que pour expliquer le sujet qui nous occupe actuellement cela peut suffire. — A notre avis on peut distinguer deux causes principales qui entraînent l'extension du travail industriel de la femme.

La situation et les raisons de l'entrepreneur.

Ce qui caractérise particulièrement le système de production capitaliste de tous les systèmes antérieurs de production, c'est la concentration des moyens de production qui permet une division minutieuse du travail et grâce au développement technique (au machinisme), une exploitation intense des forces naturelles.

Ensuite, c'est la production en masse (exigée par le système de concentration) qui ne se base plus sur les besoins facilement mesurables d'un groupe déterminé de consommateurs, mais qui se dirige péniblement d'après la puissance d'achat des consommateurs du marché mondial et selon le capital de production disponible.

L'un et l'autre de ces deux éléments ne peuvent guère être mesurés à l'avance, de sorte que l'on produit au hasard, sans savoir quand, où et dans quelles conditions la masse des produits pourra être écoulee. — Malgré ces changements considérables du système de la production, le principe de la propriété privée des moyens de production est reconnu et sauvegardé juridiquement.

Ceci n'empêche pas que les plus grands possesseurs de moyens de production réussissent, précisément par une puissante concentration de leurs capitaux et des moyens de production proprement dits, par une organisation habile des moyens et procédés de l'échange des produits, à déposséder un nombre toujours plus considérable d'hommes, à séparer peu à peu l'immense majorité des êtres humains des moyens de production. En réalité le droit de posséder les moyens de production n'existe que pour une minorité de gens qui sont, économiquement parlé, les plus forts et qui profitent de cette supériorité pour s'asservir

toujours plus ceux qui possèdent moins, sinon plus rien du tout.

De plus en plus, la classe des maîtres artisans est refoulée, en majeure partie, dans la classe des travailleurs salariés, le nombre de ceux qui peuvent se maintenir indépendants des grands capitalistes diminue continuellement, et ceux qui réussissent à grimper quelques échelons plus haut pour devenir à leur tour des grands patrons ne forment que des exceptions.

L'ouvrier, homme de métier, passe de la classe des travailleurs qualifiés, possédant au moins les connaissances générales des travaux de son métier, à celle des spécialistes qui ne possèdent plus que quelques connaissances particulières de l'ancien métier. En même temps, la division du travail et l'emploi de la machine attirent un nombre toujours plus considérable de manœuvres non qualifiés dans l'industrie, ce qui permet au patronat de mieux se passer de la main-d'œuvre qualifiée.

De ce fait, la classe ouvrière tout entière devient de plus en plus dépendante du patronat, des capitalistes, bref, de tous ceux qui possèdent les moyens de production. Le degré de cette dépendance est en premier lieu fixé par la proportion entre l'offre et la demande de la main-d'œuvre.

La « production en masse » pour le marché mondial qui représente un domaine économique encore incommensurable, entraîne une concurrence ruineuse entre fabricants du même produit.

Peu importe au fabricant moderne le genre de produits et leur destination future; l'unique principe qui le guide dans la production, c'est de réaliser le plus de profit possible. La recherche du plus grand profit anime en même temps tous les fabricants et les poussent à utiliser autant que possible tous les avantages que le machinisme, les progrès techniques leur offrent et comme d'autre part la force d'achat des consommateurs n'est pas connue à l'avance, nous avons une production qui, à tout moment, n'est plus en harmonie avec la consommation des produits. Ce qui augmente encore ces disproportions, c'est le fait que généralement, au fur et à mesure que la capacité de production augmente, la valeur de la main-d'œuvre, les salaires des ouvriers, qui forment justement un facteur principal de la force d'achat des consommateurs du marché mondial, diminue.

Par le fait que la machine permet de remplacer la main-d'œuvre qualifiée par les forces naturelles et par la main-d'œuvre non qualifiée, les patrons peuvent plus ou moins diminuer la part de l'ouvrier au produit de son travail, ce qui finit par aggraver la concurrence entre fabricants qui ne peuvent vendre leurs produits. Cette situation, effet de la propriété privée de

quelques-uns de tous les moyens de production, devient la cause de nouvelles baisses de salaires et, à la suite, d'une lutte acharnée de concurrence, aussi longtemps que les travailleurs ne sont pas capables d'opposer une résistance efficace à cette danse d'enfer, dans laquelle le régime économique capitaliste les entraîne. La *politique douanière* qui doit remplir le double but de protéger les représentants des systèmes de production arriérés (petits artisans, paysans et commerçants) et de procurer à l'Etat les moyens nécessaires au maintien du militarisme et de la grosse bureaucratie, finit par produire l'effet contraire, en diminuant par force la consommation.

En outre, il y a une différence de situation entre industriels par rapport à l'accès des matières premières et des moyens de transport. Les établissements qui se trouvent en possession ou tout au moins près des sources de matières premières, ou aux abords de cours d'eau, et qui sont situés dans des régions où les services de transport (chemins de fer, navigation) sont bien installés, jouissent d'un privilège qui leur facilite la lutte contre leurs concurrents moins bien placés à ce sujet. Ce sont là encore des facteurs qui contribuent à rendre la lutte de la concurrence plus aiguë.

Seulement, nos patrons ne sont pas de ceux qui consentent volontiers à se laisser ruiner. Par les moyens les plus divers ils chercheront à écarter les dangers, à équilibrer les dommages subis d'une part, par des avantages conquis d'autre part.

Le moyen qui paraît le plus simple pour atteindre ce but est de rattraper sur le prix de la main-d'œuvre (le salaire des travailleurs), ce qu'ils peuvent avoir perdu comme profit chez les consommateurs de leurs produits.

Cela explique en même temps la résistance du patronat contre toute amélioration efficace des conditions de travail et contre une extension un peu sensible de la législation sur la protection ouvrière. La concentration de la production qui se réalise de plus en plus, accompagnée des grands progrès techniques, permet non seulement l'exploitation des forces naturelles dans une mesure croissante, par l'intermédiaire de la machine; grâce à la division minutieuse du travail elle crée encore la possibilité d'employer des forces ouvrières peu qualifiées au point de vue technique ou faibles au point de vue physique dans des proportions qui augmentent sans cesse presque dans toutes les branches industrielles.

La soif du profit, unique mobile de la production capitaliste, d'une part, et les conséquences fatales de la lutte de concurrence, d'autre part, doivent être considérées comme raisons principales pour le patronat de chercher à remplacer autant que possible la main-d'œuvre chère de l'ouvrier

qualifié par la main-d'œuvre meilleur marché des travailleurs moins qualifiés ou plus faibles, notamment par les ouvrières, en attendant de pouvoir se passer presque entièrement du travail humain.

Dans l'article précédent nous avons cité plusieurs exemples prouvant qu'en général la femme est moins exigeante au point de vue des conditions de travail, qu'elle résiste moins à l'exploitation dont les prolétaires sont victimes.

Le patronat trouve par conséquent son avantage en recrutant parmi les femmes, souvent même parmi les enfants des travailleurs ceux qui doivent remplacer les ouvriers qualifiés. C'est ainsi que le capitalisme a créé une situation, dans laquelle le patronat joue les travailleurs non seulement nationalité contre nationalité, âge contre âge, mais aussi sexe contre sexe, pour se garantir davantage de profit.

Situation économique des femmes de la classe ouvrière.

Pourtant, il ne suffit pas, pour expliquer la pénétration de la femme dans l'industrie, de démontrer que la concentration des moyens de production et le système de production capitaliste créent la possibilité et la nécessité pour les patrons de remplacer au travail l'homme par la femme.

Il faut encore que la femme ait elle-même des raisons sérieuses pour abandonner le travail domestique, pour sortir de la vie familiale et se rendre à la fabrique manier l'outil, la machine et prendre une part active à la production industrielle, bravant la concurrence de l'homme dans ce domaine.

Ces raisons qui, au fond, découlent de la même source, paraissent souvent d'ordre divers quand on examine les cas particuliers.

On sait que la plupart des femmes ou des jeunes filles que nous rencontrons dans les fabriques appartiennent aux classes les plus pauvres de notre société.

Les salaires dérisoires que l'immense majorité des ouvriers industriels peut gagner, les maigres ressources de la plupart de nos petits paysans, ne suffisent pas à l'entretien convenable de leurs familles plus ou moins nombreuses. Nous savons aujourd'hui qu'en Suisse le revenu moyen des ouvriers de métier ne dépasse guère 1600 fr. par année, celui des ouvriers non qualifiés, manœuvres, etc., peut varier entre 1200 et 1300 fr. par an. La majorité des petits paysans n'est guère mieux placée que les travailleurs peu qualifiés. Par contre, nous avons établi à plusieurs reprises que, dans notre pays, il faudrait à une famille ouvrière de 3 à 4 personnes un revenu annuel de 2000 fr. au minimum, en ville, et de 1700 à 1800 fr., à la campagne, pour vivre modestement,

mais encore convenablement au point de vue des exigences de notre époque.

Il ressort de cette comparaison que la plupart des familles ouvrières ou des petits paysans n'ont qu'un revenu annuel qui est de 300 à 500 fr. inférieur au montant nécessaire pour vivre d'une existence humaine convenable. Si l'on rencontre ci et là une famille ouvrière ou paysanne un peu mieux placée qui a la chance de jouir d'un modeste bien hérité de ses parents ou d'un petit magot économisé avant le mariage, ce sont des cas plutôt rares et il s'agit généralement de sommes bien minimes. Le chômage, la maladie ou quelque autre malheur qui atteint la famille de l'ouvrier industriel, les mauvaises récoltes, les moindres malchances avec le bétail, qui frappent le petit paysan, ont vite nettoyé ce qui pouvait rester de la modeste fortune de leurs ancêtres. Ce qui reste comme fait général et bien certain, c'est que la population ouvrière se trouve forcée de restreindre ses besoins au plus strict nécessaire, sans avoir aucune garantie de ne tomber quand même tôt ou tard dans la plus noire misère.

Il ne faut donc point s'étonner de ce que l'ouvrier ou le petit paysan, continuellement tourmenté par le souci du lendemain, cherche par tous les moyens à augmenter ses revenus.

C'est dans cette situation économique pénible que naît chez la femme, la sœur ou la fille de l'ouvrier le besoin de se rendre à la fabrique, de contribuer par un travail industriel, à côté du travail de ménage, aux frais de son entretien. C'est surtout dans cette situation critique que la femme ressent le besoin de seconder l'homme dans la lutte pour l'existence de la famille.

D'ailleurs, les cas ne sont pas rares où la femme est bel et bien obligée à gagner sa vie par le travail industriel, parce qu'il n'y a pas d'homme qui puisse gagner pour elle. — Nous songeons aux nombreuses filles ou veuves qui, assez souvent, sont chargées de l'entretien de leurs parents âgés et infirmes, de leurs frères ou sœurs mineurs, sinon de leurs propres enfants. On pourrait citer par milliers de semblables cas où des femmes ou filles ouvrières se sont sacrifiées héroïquement pour assurer l'existence de leurs proches parents.

C'est très bien, nous répondront certains camarades, cependant ces femmes pourraient se tenir aux travaux féminins, c'est-à-dire aux genres d'occupation qui sont plutôt réservés aux femmes et ne pas pénétrer dans les domaines ou branches industrielles qui appartiennent de fait aux hommes.

Quand on pense que, dans les pays qui nous entourent, des femmes sont occupées comme manœuvres dans l'industrie du bâtiment et dans la grosse métallurgie, comme ouvriers qualifiés dans les mines (en Belgique, même sous terre),

comme forgerons, frappeurs, etc., comment pouvons-nous dans la fabrique établir des limites précises entre le domaine du travail des hommes et celui du travail des femmes au moment où la machine permet de plus en plus d'employer la main-d'œuvre faible ou peu qualifiée dans presque toutes les branches industrielles ?

En outre, la femme n'aurait pas moins un droit naturel que l'homme de se choisir une occupation qui corresponde à ses besoins, à son goût, à ses forces et capacités ou talents.

Malgré que la vie de fabrique, au point de vue hygiénique et moral, réserve de grands dangers aux femmes et très souvent de grands déboires, la vie domestique, surtout le service dans les hôtels ou chez des riches particuliers, représente souvent un véritable esclavage, de sorte que l'entrée dans la vie industrielle doit paraître comme une part d'émancipation à bon nombre de femmes, surtout aux jeunes filles. Les conditions économiques sociales qui jadis attachaient la femme à la maison qui lui garantissait une vie satisfaisante par les travaux domestiques (du ménage), ces conditions ont changé depuis longtemps, elles auront bientôt disparu entièrement. Peut-on empêcher la femme de se chercher une occupation qui correspond mieux aux conditions économiques actuelles ?

Peut-on en vouloir à la jeune fille qui préfère la vie industrielle un peu plus libre à la vie d'esclave du travail domestique ?

Au contraire, la classe ouvrière a tout intérêt à favoriser ces premiers pas d'émancipation de la femme et à ne pas interdire à la femme l'accès aux occupations qui peuvent souvent mieux correspondre aux talents et aux forces de la femme qu'à ceux des hommes qui s'en étaient fait un monopole. Des esclaves ne sauraient mettre au monde la génération qui devra terminer l'œuvre de l'émancipation des prolétaires. —

Le travail industriel des femmes et son extension rapide doivent donc être considérés comme résultat ou conséquence fatale du système de production capitaliste, pour lequel les patrons ne sont responsables que collectivement — comme classe — et pour lequel les ouvrières ne sont point responsables du tout.

Les mesures à prendre pour éviter une concurrence désastreuse du travail des femmes doivent correspondre à cette conception, elles feront l'objet d'un prochain article.



Courants adverses dans le mouvement ouvrier.

Les temps sont loin de nous où l'ancienne Internationale paraissait prête à réaliser l'union du prolétariat universel, cette union qui est indispensable pou-

pouvoir vaincre définitivement la puissance du capitalisme et de ses nombreux co-alliés. L'histoire du mouvement ouvrier, depuis le commencement du siècle passé jusqu'à nos jours, a démontré que l'union des prolétaires est un problème assez difficile à résoudre, et cela aussi bien sur le terrain de la lutte politique que sur celui de la lutte économique. Sans doute, le nombre des travailleurs organisés a augmenté depuis 1850. Nous comptons aujourd'hui en Europe seulement près de sept millions de syndiqués (hommes et femmes) et les recettes des organisations syndicales des pays européens se chiffrent à plus de 160 millions de francs annuellement, tandis qu'en 1890 on comptait encore à peine trois millions de syndiqués et 45 à 50 millions de francs de recettes annuelles pour toutes les organisations syndicales de l'Europe. Puis, à cette époque, les deux tiers de ces chiffres concernaient les seules organisations syndicales de la Grande-Bretagne. Il va sans dire qu'en 1868 où l'Internationale avait atteint le point culminant de sa puissance, on comptait avec des chiffres bien inférieurs à ceux que nous venons de citer.

Dans le domaine de la lutte économique et politique, dans l'organisation politique et coopérative, des progrès incontestables ont été réalisés.

Sans parler des avantages plus ou moins relatifs, obtenus par la classe ouvrière au point de vue de la rétribution de la main-d'œuvre, il nous reste de réels avantages à constater au point de vue de la réduction de la journée de travail et des conditions de travail en général (traitement, conditions hygiéniques, protection ouvrière légale, assurances, secours mutuels, etc.)

Cependant, nous sommes encore assez éloignés du but final du mouvement ouvrier, basé sur le terrain de la lutte de classe, c'est-à-dire de *l'émancipation des travailleurs*. Le but immédiat du mouvement, *l'organisation des prolétaires de tous les pays* qui a déjà été préconisée par Karl Marx comme condition nécessaire de l'émancipation ouvrière, est également loin d'être atteint.

Même dans les organisations existantes, l'unité de pensée et d'action laisse parfois beaucoup à désirer, et trop souvent nous voyons les travailleurs organisés gaspiller leur temps et leurs forces dans des conflits entre eux, au lieu de les employer dans la lutte contre leurs oppresseurs. Aussi bien dans l'organisation syndicale qu'au sein des organisations politiques, il se produit parfois des situations qui laissent supposer que nous avons affaire à plusieurs classes ouvrières et qui semblent s'être groupées surtout pour se combattre entre elles.

Ce sont là des phénomènes déplorables qui découragent non seulement les militants, mais qui rendent la propagande dans la masse des indifférents plus difficile, sinon complètement infructueuse.

Ces conflits et divergences intérieurs se manifestant sous différentes formes et plus ou moins violemment